

**Comité du commerce et du développement**

RAPPORT (1996) DU COMITE DU COMMERCE ET DU  
DEVELOPPEMENT AU CONSEIL GENERAL

Introduction

1. Le Comité du commerce et du développement (CCD) a tenu huit réunions en 1996, les 16 février (cinquième session), 24 mai (sixième session, qui s'est poursuivie le 7 juin), 18 juin (septième session), 12 juillet (huitième session), 12 et 23 septembre (respectivement neuvième et dixième sessions) et 4 et 15 octobre (respectivement onzième et douzième sessions). Une autre réunion se tiendra en novembre. Une série de consultations informelles a aussi eu lieu aux niveaux bilatéral et plurilatéral ainsi qu'au niveau du Comité.
2. Le Sous-Comité des pays les moins avancés a tenu trois réunions en 1996, les 27 février (deuxième session) et 13 et 23 septembre (respectivement troisième et quatrième sessions). La deuxième session a été présidée par Mlle Anne Stoddart et les sessions suivantes, à titre intérimaire, par M. Nacer Benjelloun-Touimi en sa qualité de Président du CCD.
3. Le CCD a été très actif en 1996, montrant par là l'importance que les Membres attachent à la présentation de recommandations pratiques à la Conférence ministérielle de Singapour. Il est ainsi clairement apparu au début de l'année que le programme de travail du CCD pour 1996 serait adapté compte tenu des priorités des Membres en ce qui concerne la Conférence ministérielle. En conséquence, les Membres du Comité ont défini quatre tâches prioritaires: a) examen de la mise en oeuvre des dispositions des Accords de l'OMC et des instruments juridiques en faveur des pays en développement Membres; b) élaboration de lignes directrices pour les activités de coopération technique de l'OMC; c) recherche des moyens permettant d'accroître la participation des pays en développement au système commercial multilatéral, notamment évaluation de l'incidence du Cycle d'Uruguay sur ces pays; et d) pour chacune de ces trois tâches, recommandation à titre prioritaire de mesures positives visant à faire en sorte que les pays les moins avancés Membres atteignent leurs objectifs de développement.
4. Le présent rapport se divise en trois sections. La section I donne un résumé des travaux accomplis dans chacun de ces quatre domaines prioritaires, notamment par le Sous-Comité des pays les moins avancés, ainsi que sur d'autres questions relevant du mandat du CCD; la section II définit des domaines prioritaires pour les travaux futurs du CCD et du Sous-Comité; enfin, la section III contient des éléments qui pourraient être inclus dans la Déclaration ministérielle de Singapour.

Section I - Travaux du CCD en 1996

a) Examen de la mise en oeuvre des dispositions en faveur des pays en développement Membres

5. Le Comité est convenu d'examiner la mise en oeuvre des dispositions en faveur des pays en développement Membres sur la base de contributions des Membres et des organes de l'OMC chargés de surveiller la mise en oeuvre des engagements contractés lors du Cycle d'Uruguay. Pour faciliter cet exercice, le Président a invité les présidents des autres organes de l'OMC à fournir des renseignements sur la façon dont leurs comités respectifs avaient traité la question des dispositions

en faveur des pays en développement. Le Secrétariat a établi une documentation d'information pour présenter les réponses reçues de façon analytique.

6. Les travaux du Comité ont donc surtout consisté à faire un tour d'horizon de la mise en oeuvre des dispositions en faveur des pays en développement. Le Comité a noté que, vu la création récente de l'OMC, le processus de mise en oeuvre en était encore à un stade initial et que des travaux supplémentaires seraient nécessaires pour qu'il puisse évaluer dans leur totalité les progrès accomplis. Il a aussi constaté la vaste portée et la complexité des notions, des principes et des règles contenus dans les instruments de l'OMC et reconnu que, dans certains cas, il restait encore à élaborer les moyens qui permettraient de donner effet aux dispositions spéciales en faveur des pays les moins avancés et des autres pays en développement Membres.

7. Le Comité a reconnu que, même si la mise en oeuvre des dispositions des instruments de l'OMC en faveur des pays les moins avancés et des autres pays en développement Membres avait en général progressé pendant les deux premières années d'existence de l'OMC, les renseignements disponibles montraient que ces dispositions avaient relativement été peu utilisées. Beaucoup d'entre elles nécessitaient, pour être mises en application, une action de la part des pays en développement Membres. A cet égard, le Comité a souligné qu'il importait de mieux informer les pays en développement Membres, et en particulier les moins avancés d'entre eux, des dispositions en leur faveur dont ils ne pouvaient bénéficier qu'en présentant une demande spécifique à cette fin.

8. On s'est aussi demandé si les pays en développement Membres avaient pu tirer pleinement profit des dispositions en leur faveur en tenant compte dans leur politique commerciale et leurs programmes de développement. Il a été indiqué que même si ces dispositions étaient mises en oeuvre de façon adéquate, il n'était pas certain qu'elles aient une incidence sur les pays en développement Membres. Certains Membres ont mentionné à cet égard l'importance du Mécanisme d'examen des politiques commerciales pour les pays en développement et les effets positifs de leur participation à cet exercice.

9. Le Comité a présenté des recommandations concernant les travaux futurs dans ces domaines (voir section II). Il a aussi jugé important de continuer de procéder à des examens horizontaux dans ce domaine et de suivre de près les travaux d'autres organes de l'OMC.

b) Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC

10. Conformément à son mandat et compte tenu de la Déclaration de Marrakech demandant un accroissement et un renforcement de la coopération technique, le CCD a entrepris, à titre hautement prioritaire, l'élaboration des Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC. Les Membres ont tenu compte pour cela de l'environnement commercial dans lequel l'OMC doit opérer (par rapport à celui du GATT) et ont souligné la nécessité d'adapter les activités de coopération technique de l'OMC afin de rendre celle-ci plus à même d'aider les pays Membres bénéficiaires à s'intégrer au système commercial multilatéral.

11. Les Lignes directrices ont été établies sur la base des principes suivants: i) la coopération technique devrait avoir pour objectif le renforcement des capacités, notamment en ce qui concerne les ressources humaines et les structures institutionnelles et administratives; ii) l'OMC devrait centrer son assistance sur les domaines relevant de sa compétence; iii) pour répondre de façon efficace aux besoins croissants de coopération technique des pays en développement dans les domaines liés au commerce, il était nécessaire de coordonner les activités de coopération technique des différentes organisations internationales; iv) il fallait éliminer tout chevauchement inutile avec les programmes de coopération technique des organisations internationales intéressées et faire en sorte que les pays bénéficiaires tirent pleinement parti du caractère complémentaire de leurs domaines de compétence

respectifs; et v) les Membres devraient participer davantage à la planification et au contrôle des activités de coopération technique de l'OMC.

12. Pour l'aider à définir les domaines prioritaires de la coopération technique de l'OMC, le Comité a disposé de trois éléments principaux: un questionnaire du Président envoyé aux Membres de l'OMC, qui a permis de déterminer les besoins globaux des Membres en matière de coopération technique; la contribution des chefs de secrétariat d'institutions et des responsables d'organes qui ont pris la parole devant le Comité à diverses occasions, aidant ainsi à préciser comment les activités de coopération technique pourraient être coordonnées entre les institutions compétentes; enfin, une note informelle détaillée de la Suisse.

13. En s'appuyant sur ces éléments ainsi que sur les contributions écrites et orales de différentes délégations, le Comité a adopté le 15 octobre un ensemble de Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC (voir annexe 1). Ces lignes directrices précisent la portée de la coopération technique de l'OMC et visent à garantir que l'assistance fournie sera adaptée aux besoins en évolution des pays bénéficiaires et servira au renforcement des capacités; elles prévoient aussi une évaluation des activités de coopération.

c) Participation des pays en développement Membres au système commercial multilatéral et, en particulier, examen de l'incidence du Cycle d'Uruguay sur ces pays

14. Pendant le premier semestre de 1996, le Comité a élaboré le plan d'une étude qui devait être rédigée par le Secrétariat et dans laquelle celui-ci devait examiner les raisons pour lesquelles certains pays en développement étaient mieux parvenus que d'autres à s'intégrer au système commercial multilatéral. L'objectif de cette étude était de fournir des renseignements généraux permettant au Comité d'engager un débat approfondi sur ces questions et, si possible, de tirer des conclusions sur la façon de faciliter l'intégration des pays en développement Membres au système commercial multilatéral. L'étude, distribuée début août (WT/COMTD/W/15), portait à la fois sur des facteurs internes (politiques macroéconomiques, problèmes d'infrastructure, etc.) et externes (obstacles au commerce sur les marchés importateurs, pratiques commerciales restrictives, etc.).

15. Compte tenu de la complexité des questions en jeu, les Membres ont parfois formulé des observations divergentes et sont parvenus à des conclusions différentes. En particulier, des vues différentes ont été exprimées au sujet de l'importance que présentaient des politiques intérieures appropriées et les possibilités d'accès aux marchés pour l'essor économique des pays en développement. Pour certains Membres, la principale conclusion était que l'écart entre les taux de croissance des pays en développement dépendait essentiellement de la politique intérieure de ces pays - c'est-à-dire que si l'accès aux marchés contribuait à déterminer les résultats à l'exportation, peu de progrès étaient possibles en l'absence de politiques intérieures appropriées (environnement économique stable et régime commercial libéral). Cependant, d'autres Membres, tout en reconnaissant l'importance des politiques intérieures, ont estimé qu'elles n'étaient pas la principale raison de l'écart entre les résultats des pays en développement et que les obstacles au commerce avaient joué un plus grand rôle. Un certain nombre d'observations ont été formulées en ce qui concerne la teneur de l'étude, notamment la façon dont l'investissement étranger direct était traité, et le fait que l'étude ne mettait pas assez l'accent sur l'importance de l'épargne intérieure pour le développement économique et sur les problèmes rencontrés par les pays importateurs nets de produits alimentaires.

16. Un certain nombre de Membres ont indiqué qu'il existait un rapport positif entre l'investissement et le développement. A cet égard, le Comité a noté que son mandat, comme celui du Sous-Comité des pays les moins avancés, prévoyait la possibilité pour ces organes d'examiner les mesures et initiatives visant à aider les pays en développement Membres et en particulier les moins avancés d'entre eux,

à accroître leurs possibilités d'échanges et d'investissement dans la perspective du développement, ce qui présentait un intérêt pour les travaux du CCD.

17. Lors de l'examen de ce point, des Membres ont réaffirmé qu'un certain nombre de pays parmi les moins avancés, bien qu'ayant des régimes libéraux en matière d'investissement et de commerce, ne pouvaient tirer parti d'initiatives prises dans le domaine du commerce et de l'investissement en raison de contraintes jouant du côté de l'offre et des difficultés qu'ils rencontraient pour adopter des politiques intérieures appropriées. On a estimé que ce problème pourrait être résolu notamment grâce à une coopération technique assurée conjointement avec d'autres organisations internationales afin de renforcer les capacités de ces pays sur le plan des ressources humaines et autres. L'engagement de mettre en oeuvre des mesures visant à intégrer les pays les moins avancés au système commercial multilatéral (voir d) ci-dessous) a aussi été mentionné à de nombreuses occasions.

d) Pays les moins avancés

18. Comme il a été indiqué ci-dessus, les difficultés des pays les moins avancés ont fait l'objet d'une attention particulière dans chacun des domaines prioritaires. Les travaux ont démarré par l'examen, au Sous-Comité des pays les moins avancés, des problèmes et des préoccupations de ces pays ainsi que des mesures spéciales en leur faveur. Différents documents d'information ont été fournis pour l'étude de la situation de ces pays, notamment des documents récapitulant les dispositions particulières contenues dans les Accords du Cycle d'Uruguay et les instruments juridiques en faveur des pays les moins avancés (COMTD/LLDC/W/54) et, en particulier, les dispositions qui nécessitent une action spécifique de la part des Membres (WT/COMTD/W/10). Un document exposant les initiatives internationales récentes lancées en faveur des pays les moins avancés afin de faciliter l'expansion de leurs possibilités en matière de commerce et d'investissement (WT/COMTD/LLDC/W/1) a aussi été élaboré et examiné. L'étude mentionnée au point c) ci-dessus, bien qu'elle ne soit pas consacrée exclusivement aux pays les moins avancés, donnait une idée des facteurs qui ont pu avoir une incidence sur les résultats économiques, et en particulier commerciaux, de ces pays. En outre, différents intervenants invités ont présenté des exposés au CCD et au Sous-Comité (voir e) ci-dessous) et ont informé directement les Membres des travaux réalisés ou prévus par d'autres organisations internationales en faveur des pays les moins avancés.

19. L'examen a mis en lumière la situation économique difficile des pays les moins avancés et le risque de voir ces pays rester en marge du système commercial multilatéral. Si la communauté internationale connaissait bien ces problèmes, notamment la nécessité d'adopter des mesures intérieures pour régler les problèmes structurels, et avait lancé de nombreuses initiatives dans le domaine du commerce et de l'investissement (sur le plan bilatéral comme par l'intermédiaire d'institutions multilatérales), ces initiatives n'avaient en général pas suffi à interrompre la dégradation de la situation économique d'un bon nombre de ces pays. Par conséquent, le Sous-Comité a défini deux actions essentielles que l'OMC pourrait entreprendre pour mieux intégrer les pays les moins avancés au système commercial multilatéral: premièrement, faire en sorte que la coopération technique à l'intention des pays les moins avancés Membres vise à renforcer les capacités institutionnelles et humaines; et deuxièmement, élaborer un plan d'action de l'OMC en faveur des pays les moins avancés, qui aurait un caractère exhaustif et tiendrait pleinement compte des initiatives prévues ou engagées par d'autres organes.

20. Un projet de plan d'action de l'OMC en faveur des pays les moins avancés a donc été distribué aux Membres du CCD à sa onzième session. Les engagements que les Membres de l'OMC ont déjà pris à l'égard des pays les moins avancés y sont réaffirmés; il est proposé une stratégie coordonnée d'assistance à ces pays et de nombreux domaines où des mesures pratiques pourraient être adoptées sont définis. A sa douzième session, le Comité a examiné le projet de plan d'action et l'a transmis

au Conseil général pour examen afin qu'il soit soumis aux Ministres pour adoption à Singapour (distribué sous la cote WT/COMTD/W/20).

21. En outre, les Membres ont estimé que si le Plan d'action de l'OMC indiquait bien la voie à suivre, il fallait faire davantage d'efforts pour mieux coordonner les actions internationales en faveur des pays les moins avancés et accroître l'efficacité de l'assistance qui leur était offerte. Ainsi, le Comité a aussi estimé que le Conseil général devrait recommander qu'à Singapour les Ministres demandent la tenue d'une réunion de haut niveau à Genève, dès que possible en 1997, qui serait en principe organisée conjointement par l'OMC, la CNUCED et le CCI et à laquelle participeraient les organismes d'aide nationaux, les institutions financières internationales et les autres organisations compétentes, afin d'encourager une approche intégrée des aspects du développement économique des pays les moins avancés liés au commerce, qui devra être suivie pendant la mise en oeuvre du plan d'action de l'OMC. Il faudrait veiller en particulier à ce que l'assistance technique destinée à renforcer les capacités humaines et institutionnelles soit fournie de manière plus efficace.

22. Etant donné qu'un petit nombre seulement de pays parmi les moins avancés sont représentés à Genève, le gouvernement norvégien a accepté de financer, par le biais de son fonds d'affectation spéciale, la participation de représentants de ces pays venant de capitales européennes à la quatrième session du Sous-Comité, le 23 septembre 1996, et à des séances d'information connexes organisées par le Secrétariat de l'OMC le 24 septembre 1996. De nombreuses délégations de pays parmi les moins avancés, basées à Genève ou non, ont participé à ces activités.

e) Activités des organisations intergouvernementales en matière de commerce et de développement

23. Le Comité a cherché activement à renforcer la coopération institutionnelle en invitant à sa septième session le Secrétaire général de la CNUCED, le Directeur exécutif du Centre du commerce international ainsi que le Président du Conseil général de l'OMC et celui du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED. Ce dialogue s'est poursuivi à la dixième session du Comité, à laquelle le Président du Comité du développement conjoint Fonds monétaire international (FMI)/Banque mondiale s'est adressé au CCD. Ce dialogue renforcé a donné aux Membres du Comité l'occasion d'entendre des exposés positifs, leur permettant notamment de mieux apprécier les travaux de chacun de ces organismes.

24. A ces occasions, le Directeur général de l'OMC a aussi pris la parole devant le Comité pour aborder les sujets suivants: les résultats du Cycle d'Uruguay, la Conférence ministérielle de Singapour, l'invitation qu'il avait reçue de participer au Sommet du G7 et la coopération technique.

25. Le Président du Comité du développement conjoint FMI/Banque mondiale et le Directeur général de l'OMC ont aussi pris la parole devant le Sous-Comité des pays les moins avancés à sa quatrième session. A cette occasion, les Membres du Sous-Comité ont été informés par le Président du Comité du développement de l'initiative commune FMI/Banque mondiale visant à alléger la dette des pays pauvres lourdement endettés. Dans son exposé, le Directeur général de l'OMC a mentionné certaines actions que les Membres de l'OMC devraient engager pour faciliter le développement des pays les moins avancés et a déclaré que celles-ci devraient être regroupées dans un plan d'action en faveur des pays les moins avancés.

f) Autres questions abordées par le Comité

26. A sa cinquième session, le Comité a examiné les activités menées par l'OMC en 1995 dans le domaine de la coopération technique et en a pris note. Les Membres ont aussi félicité la Norvège pour la contribution spéciale qu'elle avait apportée aux activités de coopération technique grâce à la création d'un fonds d'affectation spéciale et les Communautés européennes pour le financement d'un

programme de coopération technique en faveur des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique concernant les résultats du Cycle d'Uruguay et les possibilités qu'il avait créées.

27. A sa douzième session, le Comité a appris que le Secrétariat avait pris l'initiative d'organiser, du 13 au 15 novembre 1996, une réunion d'information sur la Conférence ministérielle de Singapour à l'intention des Ministres des pays les moins avancés. La réunion doit être financée par des contributions des gouvernements de la Corée, de la Norvège et de la République tchèque.

## Section II - Programme de travail futur

28. Dans ses travaux futurs, le CCD poursuivra l'examen de tous les points inclus dans son mandat. Il continuera en particulier, comme il est demandé dans son mandat, d'examiner l'application des dispositions des Accords du Cycle d'Uruguay en faveur des pays en développement Membres, et en particulier des moins avancés d'entre eux. A cet égard, il étudiera les moyens d'assurer une meilleure diffusion de l'information concernant l'application de ces dispositions<sup>1</sup> et de mieux faire connaître les dispositions elles-mêmes. En 1997, le Comité devra aussi décider comment appliquer les Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC récemment adoptées, en ce qui concerne par exemple le contrôle, la gestion et l'évaluation des activités de coopération technique de l'OMC.

29. Les Membres ont souligné qu'en étudiant les différents points de son programme de travail, le Comité devrait s'efforcer de tirer tout le parti possible des nombreux documents d'information élaborés au cours de ses deux premières années d'existence (voir annexe 2).

## Section III - Eléments à inclure dans la Déclaration ministérielle de Singapour

30. Les Ministres prennent acte avec satisfaction de l'adoption de Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC et réaffirment leur détermination de continuer à assurer la disponibilité de ressources financières et humaines pour les activités de coopération technique, dans le cadre des efforts visant à faciliter la participation des pays en développement Membres au système commercial multilatéral et, en particulier, à inverser la tendance à la marginalisation d'un certain nombre des moins avancés d'entre eux.

31. Les Ministres reconnaissent que la mise en oeuvre des dispositions spéciales en faveur des pays les moins avancés et des autres pays en développement Membres, bien qu'elle en soit encore à un stade initial, est un progrès dans la bonne direction. Ils reconnaissent qu'il importe de mieux faire connaître aux pays en développement Membres les dispositions spéciales qui les concernent, en particulier celles qui visent à accroître les possibilités commerciales. Ils notent que ces dispositions facilitent une intégration plus harmonieuse des pays en développement Membres au système commercial multilatéral fondé sur des règles à mesure que ces pays poursuivent les ajustements intérieurs nécessaires.

32. Les Ministres adoptent le Plan d'action de l'OMC en faveur des pays les moins avancés transmis par le Conseil général.

33. Les Ministres demandent la tenue d'une réunion de haut niveau à Genève, dès que possible en 1997, qui serait en principe organisée conjointement par l'OMC, la CNUCED et le CCI et à laquelle participeraient les organismes compétents, afin d'encourager une approche intégrée des aspects du développement économique des pays les moins avancés liés au commerce, qui devra être suivie pendant la mise en oeuvre du plan d'action de l'OMC; il faudrait veiller en particulier à ce que l'assistance technique destinée à renforcer les capacités humaines et institutionnelles soit fournie de manière plus efficace.

---

<sup>1</sup>Par exemple en améliorant les courants d'information, en particulier a) à partir des Membres qui offrent les avantages vers ceux qui pourraient en tirer parti et b) à partir de tous les Membres vers le Comité.

ANNEXE 1

LIGNES DIRECTRICES POUR LA COOPERATION TECHNIQUE  
DE L'OMC

adoptées par le Comité du commerce et du développement  
le 15 octobre 1996<sup>1</sup>

Eu égard à la Déclaration de Marrakech du 15 avril 1994 et à la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés, la coopération technique de l'OMC doit être fournie conformément aux principes énoncés ci-après:

I. OBJECTIFS ET PRINCIPES

- Aider les bénéficiaires à s'intégrer pleinement au système commercial multilatéral et contribuer à l'expansion de leur commerce.
- Renforcer et accroître les capacités institutionnelles et humaines dans le secteur public en vue d'une participation appropriée au système commercial multilatéral; chaque fois que possible et, en consultation avec le gouvernement concerné, les activités de renforcement des capacités pourraient faire intervenir des représentants du secteur privé.
- Etre organisée en fonction de la demande et adaptée aux besoins des pays bénéficiaires, en particulier utiliser les formes de prestation qui conviennent le mieux.
- Compléter et soutenir les efforts déployés par les pays bénéficiaires pour identifier leurs propres besoins.
- Préserver un équilibre géographique, tout en donnant la priorité aux pays les moins avancés, en particulier les pays africains, et aux économies à faible revenu.
- Porter sur les questions entrant dans les compétences de l'OMC, et en particulier:
  - approfondir la connaissance des règles commerciales multilatérales ainsi que des procédures de travail de l'OMC et des négociations menées dans ce cadre;
  - faciliter la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre du système de commerce multilatéral et la pleine utilisation de ses dispositions, en encourageant notamment l'utilisation rationnelle du mécanisme de règlement des différends.
- Etre totalement et étroitement coordonnée avec l'assistance fournie par d'autres institutions multilatérales et bilatérales.
- Etre gérée par le Secrétariat et réexaminée par les Membres, conformément aux directives opérationnelles et aux modalités de mise en oeuvre qui seront établies par le Comité du commerce et du développement.

---

<sup>1</sup>Les lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC ont été distribuées sous la cote WT/COMTD/8.

## II. DIRECTIVES OPERATIONNELLES

### 1. Formes de prestation

- Les formes de prestation seront choisies de façon à correspondre aux besoins du pays bénéficiaire et aux programmes de coopération technique.
- Les formes de prestation seront évaluées à la lumière des principes et directives qui auront été convenus par le Comité du commerce et du développement et en fonction des progrès réalisés dans l'élaboration de nouveaux moyens pour diffuser efficacement les connaissances.
- Les formes de prestation seront élaborées en vue de:
  - fournir une assistance sur une base aussi large que possible et avec le meilleur rapport efficacité-coût possible, par exemple au moyen:
    - de stages de formation organisés par zone géographique ou linguistique;
    - de l'élaboration de matériel d'information et de formation, notamment à l'aide de moyens technologiques;
  - mettre l'accent sur une formation approfondie et concrète concernant les questions relevant de l'OMC, notamment au moyen de:
    - séminaires et ateliers techniques spécialisés, organisés par zone géographique ou linguistique;
    - programmes de formation pratique.

### 2. Engagement à long terme

- Suivi de chaque programme et évaluation de son efficacité.
- Développement des capacités de formation, l'accent étant mis en particulier sur la formation de personnel local, sur l'utilisation des compétences techniques locales ou régionales et sur la mise en place de liens avec des établissements universitaires ou des instituts de recherche.

### 3. Coordination au niveau international

#### a) Institutions internationales et régionales s'occupant de questions liées au commerce

- Dialogue suivi avec d'autres organisations internationales, notamment le CCI et la CNUCED, et avec des institutions régionales afin d'assurer une approche cohérente, d'identifier les domaines de compétence et de complémentarité, de définir et d'exécuter des projets communs et d'éviter les doubles emplois.
- Diffusion de renseignements sur les programmes de coopération technique de l'OMC et établissement, avec d'autres organisations pertinentes, d'un répertoire central des programmes.

- b) Assistance bilatérale au développement pour les questions liées au commerce
- Echange de renseignements avec les gouvernements donateurs et les gouvernements bénéficiaires, y compris participation à des programmes bilatéraux.

4. Gestion

a) Transparence

- Plan triennal ajusté chaque année, avec les incidences budgétaires, devant être approuvé par le Comité du commerce et du développement et soumis aux organes appropriés de l'OMC, conformément aux procédures convenues et aux décisions du Conseil général.
- Rapport annuel du Secrétariat sur la mise en oeuvre des programmes; et rapport financier.
- Rapports de situation *ad hoc* du Secrétariat.

b) Financement

- Budget ordinaire de l'OMC, dans les limites expressément fixées par les Membres.
- Fonds d'affectation spéciale de l'OMC pour la coopération technique: contributions volontaires des Membres et des institutions financières internationales.
- Partage des frais au niveau international ou national, le cas échéant.

c) Contrôle et évaluation

- Par le Comité du commerce et du développement sur la base d'une évaluation annuelle des résultats des activités d'assistance technique de manière à garantir une utilisation optimale des ressources conformément à des critères d'évaluation appropriés.
- Le Fonds d'affectation spéciale de l'OMC sera géré conformément aux recommandations énoncées dans la décision prise par le Conseil général le 18 juillet 1996 (WT/GC/M/13) et aux Règlement financier et Règles de gestion financière reproduits dans les documents WT/L/156 et WT/L/157 datés du 5 août 1996.

ANNEXE 2

DOCUMENTS D'INFORMATION ETABLIS POUR LES REUNIONS  
DU CCD ET DU SOUS-COMITE EN 1995-1996

WT/COMTD/W/1	-	Renseignements préliminaires sur les notifications devant être présentées par les Membres de l'OMC (première session - avril 1995)
WT/COMTD/W/1/Add.1	-	Addendum
WT/COMTD/W/2/Rev.1	-	Programme de travail pour 1995 - Révision
WT/COMTD/W/4	-	Crédit accordé pour les mesures de libéralisation autonomes et prise en compte de ces mesures
WT/COMTD/W/5	-	Engagements pris par les pays en développement Membres dans le cadre du Cycle d'Uruguay
WT/COMTD/W/6	-	Obligations réglementaires et autres incidences découlant des Accords du Cycle d'Uruguay
WT/COMTD/W/6/Add.1	-	Addendum
WT/COMTD/W/7	-	Coopération technique de l'Organisation mondiale du commerce: relations avec les autres organisations internationales
WT/COMTD/W/10	-	OMC - Mesures concernant les pays en développement Membres
WT/COMTD/W/11	-	Notes sur la participation des pays en développement au système commercial mondial
WT/COMTD/W/11/Add.1	-	SGP - Addendum
WT/COMTD/W/12	-	Coopération technique avec les pays en développement
WT/COMTD/W/14	-	Rapport sur la coopération technique
WT/COMTD/W/14/Add.1	-	Addendum
WT/COMTD/W/15	-	Participation des pays en développement au commerce mondial: aperçu des principales tendances et des facteurs de fond
WT/COMTD/W/16	-	Mise en oeuvre des dispositions du Cycle d'Uruguay en faveur des pays en développement Membres
WT/COMTD/W/16/Add.1	-	Mise en oeuvre des dispositions du Cycle d'Uruguay en faveur des pays en développement Membres
WT/COMTD/W/16/Add.2	-	Mise en oeuvre des dispositions du Cycle d'Uruguay en faveur des pays en développement Membres
WT/COMTD/W/17	-	Organe de supervision des textiles
WT/COMTD/8	-	Lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC
WT/COMTD/LLDC/W/1	-	Mesures visant à soutenir et à faciliter l'expansion des possibilités offertes aux pays les moins avancés en matière de commerce et d'investissement